

CUBA: DU SOCIALISME AU DUALISME LES PROBLÈMES D'UNE SOCIÉTÉ EN CRISE

XAVIER CALMETTES *

Au début des années 1990 la Révolution cubaine semblait vouée à disparaître. La crise économique, le renforcement de l'embargo et l'implosion du bloc de l'Est paraissent rendre inéluctable sa chute. 20 ans après, le régime cubain est toujours en place. Mais, même si les groupes d'opposition sont délégitimés aux yeux des Cubains, que le pire de la crise est passé, et que l'île a trouvé de nouveaux alliés, la montée des inégalités et l'absence de liberté politique sapent la légitimité historique de la Révolution. Dans un tel contexte, l'avenir paraît incertain.

« **N**ous avons une jeunesse forte, préparée, et en condition pour continuer la Révolution » déclarait avec enthousiasme José Machado Ventura le 11 janvier 2010¹. En dépit des déclarations optimistes des dirigeants, mettant en exergue les acquis de 50 ans de castrisme, la situation de l'État cubain reste précaire : les États-Unis maintiennent une attitude hostile envers le pays, les gouvernements les plus tolérants à l'égard de Cuba dans le sous-continent tombent ou montrent des signes de fragilité (Honduras, Chili, Brésil, Venezuela) tandis que les perspectives de croissance restent limitées. Le PIB de l'île n'a augmenté que de 1,4% en 2009 et devrait se limiter à 1,9% en 2010². A la veille du IX^e congrès des jeunes communistes, et du VI^e congrès du Parti Communiste de Cuba (PCC), de nombreuses

* ETUDIANT EN MASTER II RECHERCHE À L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES SUR L'AMÉRIQUE LATINE (IHEAL).

¹ « Reafirma Machado Ventura confianza en le juventud cubana », *Vanguardia*, 11 de enero de 2010.

² Hauterive, Iliana, Rodriguez Cruz, « Francisco, Logró Cuba pequeño crecimiento económico pese a crisis », *Trabajadores*, 20 de diciembre de 2009. http://www.trabajadores.cu/materiales_especiales/coberturas/

interrogations sur les orientations économiques et sociales du régime devraient être abordées et réglées.

Même s'il est difficile de prévoir quelles seront les orientations prises à cette occasion et de déchiffrer les signes politiques contradictoires envoyés par Raul Castro, il est possible de faire le point sur les mutations à l'œuvre dans la société et d'envisager les évolutions politiques futures de la Révolution.

La Révolution cubaine: trente ans de prospérité, vingt ans de crise ?

Pour comprendre la situation actuelle, l'origine de la légitimité de la Révolution, et appréhender les réformes que le gouvernement pourrait mettre en place, il est nécessaire de rappeler les trente années de changement et relative prospérité que connut Cuba.

Le régime batistite avait vu se creuser les inégalités au sein de la société cubaine. Les différences entre La Havane et le reste du pays devenaient insupportables aux yeux de bon nombre de citoyens. Alors que la capitale était reliée à plus de 80% au réseau électrique, et fut l'une des premières villes à se doter d'une chaîne de télévision en couleur³, moins de 10% des habitations avaient accès à la lumière, et près de 41% de la population était analphabète dans les zones rurales. Cette différence s'était accentuée au cours des années 50, années durant lesquelles La Havane connut une croissance ininterrompue des revenus et de la production tandis que, dans les zones rurales, les salaires étaient réduits de 70 pesos mensuels par travailleur en 1952 à 55 pesos en 1958⁴. La mafia, la corruption, le contrôle de la presse et la mainmise des forces armées sur le pays provoquaient un sentiment d'exaspération dans la population qui allait trouver son exutoire dans la Révolution cubaine.

Dès lors un mouvement contraire de réduction des inégalités s'initie. En très peu de temps des mesures économiques radicales sont décidées: *L'Instituto Nacional de Ahorro y Vivienda* (INAV), et *l'Instituto Nacional de la Reforma Agraria* (INRA) sont créés, les

iv-periodo-ordinario-de-sesiones-del-parlamento-cubano/logro-cuba-pequeno-crecimiento-economico-pese-a-crisis

³ Fondée le 19 mars 1958 par Gaspar Pumajero grâce au soutien de Batista.

⁴ Valdes Garcia, Orlando, *La Revolución Cubana premisas económicas y sociales*, Ed. Ciencias Sociales, La Habana, 2007, p. 84.

tarifs du téléphone, de l'électricité, des loyers, des médicaments, des livres scolaires sont réduits. Le ministère de la récupération des biens malversés répartit les anciennes propriétés de Batista et de ses collaborateurs, des casernes sont transformées en écoles, une réforme agraire est mise en œuvre, des augmentations de salaires sont décrétées⁵. La société cubaine se transforme en une société égalitaire, et relativement prospère. Les indicateurs sociaux de Cuba sont comparables à ceux des pays développés, ils deviennent des acquis fondant à la fois la légitimité de la Révolution cubaine et un symbole politique fort à destination des peuples du Tiers-monde. Cependant, cette amélioration des conditions de vie se double d'une concentration et centralisation du pouvoir politique à La Havane. Les tentatives de réformes économiques et sociales sont nombreuses et soumises à des changements brutaux à l'image des marchés libres paysans autorisés au début des années 80 avant d'être de nouveau interdits en 1986 puis légalisés durant la période spéciale. Sur le plan international, cette période est marquée par l'engagement militaire de Cuba en faveur des régimes indépendantistes ou anti-apartheid comme en Angola.

En 1990, le bloc soviétique s'effondre. Avec celui-ci Cuba perdait son principal partenaire politique et commercial. L'économie cubaine connut alors une crise d'une ampleur inégalée qui allait obliger le gouvernement à bouleverser la structure productive du pays. En trois ans, l'île vit son Produit Intérieur Brut (PIB) chuter de 34,8%, et le déficit fiscal atteindre 33,5% du PIB⁶. Parallèlement, la crise économique était renforcée par le durcissement des conditions de l'embargo américain. La loi Torricelli d'octobre 1992, interdit aux filiales d'entreprises américaines à l'étranger de commercer avec Cuba, et obligea tout bateau faisant escale sur l'île à ne plus toucher le sol américain pendant 180 jours. La conjoncture des deux phénomènes réduisit en trois ans les importations cubaines de 78%⁷, les chevaux

⁵ Calmettes, Xavier, *La Révolution « anti paternaliste » sera-t-elle socialiste ?*, OPALC, 27 janvier 2010. http://www.opalc.org/web/index.php?option=com_content&view=article&id=482:revolution-l-anti-paternaliste-r-sera-t-elle-socialiste-&catid=175:dossier-dactualites-cubaines&Itemid=204

⁶ Banco Nacional de Cuba, *La economía cubana en el período especial (1990-2000)*, La Habana, 2001, p. 7. <http://www.bc.gov.cu/Anteriores/Otros/economia%20cubana.pdf>

⁷ Banco Nacional de Cuba, *La economía cubana en el período especial (1990-2000)*, La Habana, 2001, p. 7. <http://www.bc.gov.cu/Anteriores/>

et bœufs firent leur réapparition à la campagne remplaçant tracteurs et moyens de transport, les machines russes tombèrent en panne, les *apagones*⁸ devinrent fréquents, la consommation et production alimentaire s'effondrèrent⁹.

Face à cette crise, le gouvernement réagit en ouvrant et en décentralisant les activités économiques. C'est le début de ce qui fut dénommé « période spéciale en temps de paix ». Les entreprises ayant une licence pour commercer avec l'étranger passèrent de 50 à 350¹⁰, les firmes étrangères désirant investir à Cuba furent autorisées à créer des sociétés mixtes, des baux ruraux furent accordés aux petits agriculteurs, les marchés libres paysans réapparurent, les coopératives agricoles furent favorisées, les petits commerces autorisés, l'économie dollarisée et les activités touristiques furent promues. Dans le domaine social, les modifications constitutionnelles consacrèrent une plus grande liberté religieuse et l'accent fut mis sur le caractère national et endogène de la Révolution cubaine¹¹. Défiant tous les pronostics, F. Castro, se maintint au pouvoir jusqu'en 2006 et l'économie de l'île a connu, à partir de 1994, une croissance ininterrompue, que le renforcement de l'embargo américain par la loi Helms Burton en 1996 ne parviendra pas à entraver.

Malgré une nette amélioration des conditions de vie au cours des 15 dernières années, l'effondrement du bloc soviétique a bouleversé le tissu social et ébranlé les fondements du régime cubain. Depuis lors, le gouvernement tente de maintenir son hégémonie politique, de limiter les problèmes nés d'une société devenue duale, et de sortir de son isolement diplomatique.

La difficile préservation des avancées sociales en temps de crise

Même en période de crise, Cuba a toujours tenu à préserver deux secteurs primordiaux. Raul Castro, s'il veut maintenir sa légitimité, devra nécessairement réformer le système sans

Otros/economia% 20cubana.pdf

⁸ Coupure de courant.

⁹ Selon la FAO, la consommation alimentaire par habitant passa de 3004 Kcal/jour en 1989 à 2323 Kcal/jour en 1992. Calmettes Xavier, *La Révolution « anti-paternaliste » sera t-elle socialiste ?*, Opalc.

¹⁰ Banco Nacional de Cuba, *La economía cubana en el período especial (1990-2000)*, La Habana, 2001, p. 8. <http://www.bc.gov.cu/Anteriores/Otros/economia% 20cubana.pdf>

¹¹ Article 5 de la constitution modifié.

pour autant s'attaquer à ces deux symboles de la Révolution cubaine: la santé et l'éducation. Alors que la crise grevait les ressources de l'État, l'île a continué à investir massivement dans le secteur de la santé. C'est durant la période spéciale que sont inaugurés l'Institut Finlay (1991), le centre BIOGEN (1992), et des isotopes (CENTIS, 1994). Le Centre d'Ingénierie Génétique et Biotechnologique (CIGB) bénéficie quant à lui d'une hausse de ses financements.

Par ailleurs, Cuba tente de trouver des devises étrangères en vendant ses produits pharmaceutiques à l'international. C'est au cours de cette décennie que l'entreprise *Heberbiotec*, destinée à promouvoir les produits médicaux cubains à l'étranger, est fondée¹². De même, l'île commence à offrir des services médicaux aux touristes moyennant paiement. Le programme *Servimed* et les pharmacies internationales qui proposent des traitements médicaux aux étrangers sont créés en 1993¹³. A partir de 2002, des médecins cubains sont envoyés massivement dans des pays amis de l'hémisphère occidental.

Cependant, l'ouverture de l'économie fragilise les structures mises en place. L'arrivée du tourisme de la santé, s'il permet l'accès aux devises, pose un certain nombre de problèmes politiques. Les structures destinées à accueillir les touristes disposent, à l'image du *Cira García*, de techniques de soin très modernes, alors que les hôpitaux pour Cubains souffrent d'un manque de financement palpable. Certains des meilleurs centres de soin comme le *Calixto García*, autrefois réputé pour la qualité de ses infrastructures, sont devenus après la période spéciale des endroits vétustes. Les pharmacies pour Cubains sont toujours mal approvisionnées en médicaments dits de « confort ». Conséquence des problèmes financiers, l'espérance de vie baisse légèrement entre 1988 et 1991 puis stagne autour de 74 ans jusqu'en 1995, pour la première fois depuis la prise de pouvoir par les *barbudos*¹⁴. Or, dans un régime à dimension égalitaire, les inégalités de traitement, la détérioration matérielle des locaux,

¹² Centro de Ingeniería Genética y Biotecnológica, historia, [http://www.cigb.edu.cu/index.php?option=com_content & task = view & id = 27 & Itemid = 81](http://www.cigb.edu.cu/index.php?option=com_content&task=view&id=27&Itemid=81)

¹³ Servimed, about us, <http://www.servimedcuba.com/en/aboutus.php>

¹⁴ Oficina Nacional de Estadísticas, *Anuario 2008, Cuadro 6 Esperanza de vida al nacer periodos seleccionados 1952-2007* <http://bvs.sld.cu/cgi-bin/wxis/anuario/?IsisScript=anuario/iah.xis&tag5001=mostrar^m1784 & tag5009 = STANDARD & tag5008>

les modifications intervenues dans la disposition des cliniques de quartier, et l'envoi massif de médecins à l'étranger sont l'objet de critiques de la part de la population cubaine. Il est impossible pour le gouvernement de remettre en cause le droit à la santé pour tous. L'exemple le plus récent est celui de janvier dernier. La mort des 26 patients de l'hôpital psychiatrique de La Havane a suscité une vive émotion que les groupes d'opposition ont tenté d'exploiter¹⁵. Le gouvernement a dû réagir énergiquement : il a mis en place une commission d'enquête, annoncé que les responsables seraient jugés et Raul Castro, en compagnie du ministre de la santé, s'est rendu sur les lieux¹⁶.

La dégradation est également tangible dans l'éducation. Le régime a essayé de bénéficier de son bon niveau scolaire et universitaire pour sortir de son isolement diplomatique et recueillir des devises. Des services de traduction, des formateurs et enseignants employant la méthode *yo sí puedo* sont envoyés dans des pays aussi différents que le Timor-Oriental, l'Angola ou le Venezuela. Si elle permet à l'île de tisser des relations, elle fragilise son système d'enseignement déjà touché par l'arrivée du tourisme de masse. Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles à ce sujet, nombres d'anciens professeurs se sont reconvertis à cause des difficultés économiques dans des emplois bien plus rémunérateurs comme le tourisme ou les emplois en lien avec l'activité touristique. Cette hémorragie de professeurs a demandé la formation dans l'urgence de milliers de nouveaux enseignants dont la qualité peut être sujette à controverse.

La réforme économique contre la morale socialiste

Les problèmes rencontrés dans la santé et l'éducation sont le reflet de la crise économique qui sape les principes même

= 10 & tag5007 = Y & tag5003 = anuario & tag5021 = e & tag5022 = 2008 & tag5023 = 1784.

¹⁵ Radio Martí, « opositores cubanos piden procesar legalmente a ministro por muerte de enfermos mentales en Mazorra », *Radio y Televisión Martí*, 20 de enero de 2010.

<http://www.martinoticias.com/FullStory.aspx?ID=7DFC81A0-3AF8-4BF4-BE9FC33962AF21CE>

¹⁶ Sanchez, Isabel, « Cuba admitió murieron de frío 26 enfermos », *Miami Herald*, 16 de enero de 2010. <http://www.miamiherald.com/2010/01/16/1428434/cuba-admite-murieron-de-frio-26.html>

sde la logique socialiste de l'État cubain. En effet, les premiers préoccupation et défi auquel est confrontée la Révolution cubaine est de trouver une structure productive efficiente. L'une des grandes difficultés de l'économie reste son incapacité à générer des gains de productivité. Alors que cette dernière avait fortement chuté durant la période spéciale, elle ne progresse que de 3,2% par an entre 1995 et 2000¹⁷. Le secteur étatique reste miné par la pratique du double emploi¹⁸. Le problème est ancien. Dès la fin des années 70, Cuba connaît des difficultés liées à la stagnation de la productivité par travailleur. Au début des années 80, l'État avait tenté de prendre modèle sur l'URSS et essayé de réformer le système en réservant une petite place à la propriété privée. Des marchés libres paysans furent alors créés. Cependant, très rapidement la libéralisation du secteur agricole montra ses limites. Trois complications principales apparurent :

- la libéralisation favorisait l'émergence d'une classe de petits paysans qui s'enrichissaient et qui avaient des intérêts contraires à ceux de l'État.
- des problèmes liés à la corruption et la baisse de rentabilité des fermes d'État.
- l'URSS, à partir de 1985, prend la voie d'une réforme économique structurelle. Cuba pressent les conséquences d'une telle politique.

En 1986, les réformes du *Sistema de Dirección y de Planificación de la Economía* (SDPE) sont annulées, les marchés libres paysans fermés. L'implosion de l'URSS pousse à la reprise du processus de réformes mais les effets pervers de l'ouverture sont comparables.

Si l'ouverture économique a permis à court et moyen terme à Cuba d'éviter un effondrement généralisé, ses effets à long terme, à la fois économiques et politiques sont loin d'être évidents. La crise et l'ouverture économique ont eu pour conséquence de bouleverser l'échelle des salaires. Dans un pays marqué par 40 ans de politique sociale égalitaire, la période spéciale vit le peso cubain être fortement dévalué. Au pire de la crise, il fallait 140

¹⁷ Banco Nacional de Cuba, *La economía cubana en el período especial (1990-2000)*, La Habana, 2001, p. 7. <http://www.bc.gov.cu/Anteriores/Otros/economia%20cubana.pdf>. p. 10.

¹⁸ En raison des faibles salaires du secteur étatique mais des nombreux avantages sociaux qu'offre celui-ci, de nombreux Cubains choisissent de travailler pour leur compte (cours particuliers, taxi...) et de garder un emploi public dans lequel ils ne travaillent que très peu.

pesos pour obtenir l'équivalent d'un dollar ¹⁹ tandis que les plus bas salaires étaient de 200 pesos. Le développement du tourisme et l'autorisation du dollar (remplacé par le CUC) eu pour effet de créer une société duale avec d'un côté l'économie nationale fortement subventionnée, qui permet l'accès aux nécessités basiques, et de l'autre l'économie touristique, rémunératrice, donnant accès aux devises. Malgré la réévaluation du peso cubain ²⁰, de certains salaires, et la mise en place de *motivos* en CUC ²¹, la situation reste critique. Un professeur d'université en début de carrière gagne 580 pesos cubains (23 CUC) ²² pour son travail tandis qu'une femme de ménage dans un grand hôtel de la capitale, avec les pourboires, peut gagner jusqu'à 200 CUC (5 000 pesos). Une classe de nouveaux riches s'est formée, composée des propriétaires de *casas particulares* ²³, de *paladares* ²⁴, de commerces privés et de petits paysans qui vendent leurs produits aux marchés *agropecuarios* ²⁵. Même si l'État a tenté de régler le problème en n'accordant plus de licence, et en installant un système d'impôt fixe, son action semble insuffisante. Les inégalités ont augmenté et le nombre de personnes en situation à risque dans les zones urbaines a doublé entre 1989 et 1996 ²⁶. De nombreux professeurs, médecins ou techniciens, lorsqu'ils ne s'engagent pas dans les campagnes internationalistes (Venezuela, Bolivie, Timor-Oriental...) choisissent d'abandonner leur emploi pour des postes moins valorisé socialement mais plus rémunérateurs. Il n'est pas rare de croiser des chauffeurs de taxi, des maîtres

¹⁹ En 1993, contre 8 pesos pour un dollar en 1989. Voir Terrero, Ariel, « 50 años de revolución cubana: Neuronas para una economía intranquila », *El economista de Cuba*, La Habana, 10 de febrero 2009. <http://www.economista.cubaweb.cu/2009/nro350/economia-intranquila.html>

²⁰ Aujourd'hui 1 CUC vaut 25 pesos MN.

²¹ Les *motivos* sont des intéressements donnés à certains travailleurs en fonction de leur productivité, qualité de leur travail, atteinte d'un objectif collectif ou des services rendus à une entreprise ou administration. Ils peuvent représenter jusqu'à plus de 50% du salaire du salarié dans certains emplois (chauffeur de bus, travailleurs du bâtiment...).

²² Depuis le 1^{er} septembre 2009.

²³ Maison d'hôte.

²⁴ Restaurants privés.

²⁵ Marché libre paysan.

²⁶ Habel, Janette, « Cuba. Les défis du nouveau modèle », *Revue Tiers-monde*, n° 173, 2003, p.133K.

d'hôtel, ou des guides au niveau universitaire élevé. Or, ce système dual menace l'économie à long terme par les déséquilibres et la corruption qu'il génère. Ainsi, des emplois, pourtant essentiels, comme la construction, connaissent une pénurie de main-d'œuvre alors même que d'autres secteurs sont excédentaires.

Les premières réformes vers lesquelles semble s'orienter le gouvernement consistent justement à résoudre ces problèmes de déséquilibres. Mais la marge de manœuvre de l'État est mince dans un contexte de très faible croissance économique. Début février, Raul Castro a annoncé que les indemnités des travailleurs « mis en disponibilité » seraient supprimées s'ils ont la possibilité d'exercer un emploi ²⁷. Cependant, cette réforme, si elle paraissait nécessaire, ne résout en rien les problèmes structurels liés à l'échelle des salaires. Le principal problème aux « mises en disponibilité » reste la faiblesse des rémunérations perçues par les travailleurs. Tous secteurs confondus la moyenne des salaires versés est de 408 pesos par mois soit 17 dollars ²⁸. Bien que l'État ait tenté de mettre en place un système de motivation pour les travailleurs qui fournit des revenus complémentaires non négligeables, les incitations au travail dans le secteur étatique ne sont pas suffisantes. Cette faiblesse explique en grande partie le détournement massif des aides. Il n'est d'ailleurs pas anodin que cette réforme soit annoncée quelques semaines après celle de la suppression des cantines d'État, dans lesquelles de grandes quantités de nourriture disparaissaient. De même, la *libreta*, petit carnet rectangulaire permettant d'obtenir des aliments presque gratuitement, est menacée car elle bénéficie à tous de la même manière, y compris pour la nouvelle classe bourgeoise cubaine. L'article de Lazaro Medina dans le *Granma* semblait sonder l'opinion sur ce sujet lorsqu'il appelait à la création d'un « État anti paternaliste » ²⁹. Cependant, cette évolution semble avoir été repoussée à cause de la crise économique, de l'opposition de la société cubaine envers cette réforme et des dangers que comporterait une telle modification sur les populations les plus fragiles. Il faudrait que l'État parvienne à augmenter les salaires dans

²⁷ *Libération*, 2 février 2010. Disponible sur <http://www.liberation.fr/monde/0101616952-cuba-veut-remettre-les-chomeurs-au-boulot>

²⁸ Oficina Nacional de Estadísticas (ONE), *Anuario estadístico de Cuba 2008*, empleos y salarios, Ed. 2009, disponible sur http://www.one.cu/aec2008/esp/07_tabla_cuadro.htm

²⁹ Barredo Medina, Lázaro, « Él es paternalista, tú eres paternalista, yo soy paternalista... », *Granma*, 10 de octubre 2009.

les mêmes proportions que la quantité de devises que permettrait de récupérer une telle mesure. Le tout en prenant le risque de voir une détérioration de la situation alimentaire du pays.

Le second problème à cette légère ouverture entrepreneuriale est d'ordre idéologique et moral. Les zones qui demeurent les plus efficaces sont celles gérées par les militaires. Or, les méthodes managériales utilisées dans ces secteurs sont très proches de celles pratiquées dans les pays capitalistes. Dans un pays dans lequel la séparation entre le pouvoir politique, militaire et syndical est limitée, les conditions de travail des salariés ne font l'objet que de faibles contrôles. Contrairement au reste de la structure productive cubaine à faible rendement, dans l'économie touristique, les salariés sont soumis à de fortes pressions managériales. Dès lors, quelle différence y aurait-il entre une entreprise socialiste et une entreprise capitaliste sinon l'impossibilité de créer une organisation politique indépendante? Un second secteur se détache du marasme économique. Il s'agit des « *cuentas propias* », petit secteur privé mais qui a aujourd'hui tendance à se transformer en un secteur de rente, soumis à un impôt fixe. Ces petits patrons deviennent aux yeux des Cubains des « lutteurs » qui permettent la survie de l'économie cubaine mais qui de par leur position dans la société défendent des droits contraires à ceux de la Révolution. L'État a promu les valeurs collectivistes et d'humanisme mais à partir de la période spéciale l'ensemble des préoccupations ont été économiques. Celles-ci ont favorisé des types de comportements égoïstes ou libéraux associés à la réussite.

La dernière conséquence de ce système dual fut la hausse de la prostitution dans les principales villes du pays. Si le phénomène s'est légèrement réduit à partir du début des années 2000, il demeure important. Son évolution est corrélée à la situation économique de l'île et liée au tourisme. Ce problème a une charge symbolique très forte pour le régime qui est à mettre en relation avec l'histoire du mouvement révolutionnaire. Sous le régime batistite Cuba s'était transformée en une plaque tournante du tourisme sexuel et des jeux, la Révolution mit fin en quelques années à ces pratiques et lança un grand programme de réinsertion des prostitués. Celui-ci est l'une des fiertés du gouvernement. Avec la crise économique, la prostitution réapparaît à Cuba, les *jineteras*³⁰ ou *pingueros*³¹ se regroupent autour des hôtels,

³⁰ Signifie cavalière, ce mot désigne les femmes qui se prostituent.

³¹ Désigne les hommes qui se prostituent. À ne pas confondre avec les *jineteros* qui ne se prostituent pas mais tentent de récupérer des devises par divers moyens auprès des touristes.

discothèques et restaurants pour touristes. Les méthodes employées par la police tranchent avec celles employées au début des années 60. Pour limiter le phénomène les forces de l'ordre arrêtent les prostitués et les ramènent dans leur quartier en signalant à leur entourage et au Comité de Défense de la Révolution (CDR) leur activité.

L'ensemble de ces évolutions a provoqué une perte de sens dans la société et des mécontentements que le régime tente de résoudre en détournant le débat sur des questions sociétales.

La soupape des réformes sociétales et l'utilisation de l'image d'Ernesto Guevara

Lorsque la maîtrise du pouvoir réel échappe au pouvoir politique celui-ci tente d'initier un nouvel élan en légiférant et en s'associant à l'émergence d'un nouveau compromis sociétal. Il semble que le régime, confronté à de graves problèmes économiques et diplomatiques, ait décidé sous la pression d'écrivains et d'artistes de mener des réformes visant à se doter d'une des législations les plus progressistes en matière de mœurs. Déjà, Cuba était le pays d'Amérique latine le plus libéral au niveau des mariages civils, elle avait légalisé l'avortement et les femmes jouissaient d'un haut niveau universitaire.

L'homosexualité en revanche a longtemps été réprimée. Dans les années 60, les homosexuels étaient envoyés dans les Unités Militaires d'Aide à la Production (UMAP), signe de leur discrimination. Depuis 20 ans, grâce au travail de Mariela Castro à la tête de la CENESEX et de films comme *Fresa y chocolate*, défendant le droit à la liberté sexuelle, la position de l'État a changé. Les homosexuels ne sont plus les parias de la société. Depuis juin 2008, les opérations de changement de sexe ont été légalisées et sont gratuites. La possibilité d'adoption d'une loi permettant de se marier et d'adopter pour les couples d'hommes ou de femmes de même sexe, déjà envisagée en 2007, pourrait être votée prochainement par l'assemblée malgré les réticences de certains éléments de l'appareil d'État.

Parallèlement, depuis *l'Encuentro Nacional Eclesial Cubano* (ENEC) de 1986 et le changement d'attitude de l'Église catholique ³², la Révolution paraît disposée à accorder de plus grandes libertés religieuses. En 1992, la constitution est modifiée,

³² Letrillart, Philippe, *Cuba, l'Église et la Révolution*, Éd. L'Harmattan, Paris, 2005.

et en 1998 le pape visite l'île. L'orientation du régime sur ce sujet semble se diriger vers une pratique de l'athéisme beaucoup moins prononcée puisqu'en 2008, Raul Castro accompagné de Dimitri Medvedev se rend en personne à l'inauguration de l'église orthodoxe Notre-Dame de Kazan ³³.

L'ensemble de ces évolutions sociétales s'est accompagné de la réhabilitation de l'image du Che. Le retour en grâce d'un des héros de la Révolution est antérieur à la période spéciale mais est utilisé à partir du milieu des années 80 pour faire face aux problèmes de corruption, de baisse des revenus et réinsérer l'idée d'une morale socialiste. Alors que son nom ne fut pas prononcé une seule fois au 1^{er} congrès du PCC (1975) ³⁴, en période de crise, il devient un modèle d'abnégation qu'il convient de suivre. La mise en avant des idées de l'ex-ministre de l'industrie sert à la fois de moyen de propagande, à prouver la probité des dirigeants qui le côtoyèrent, et à la possibilité de laisser des espaces à la critique tout en maintenant celles-ci dans le giron de la Révolution.

Une hégémonie politique encore incontestable

Le dernier trait qui ressort de ces vingt dernières années est la volonté de survie du régime cubain. Confronté à de graves troubles sociaux au début des années 90, le régime est parvenu, grâce à un système policier efficace et le charisme de l'ex-président cubain, à maîtriser les émeutes de *Regla* d'octobre 1993 et surtout celles des *balseros* d'août 1994. Conscients des dangers pour le gouvernement de voir la contestation s'organiser à l'intérieur du pays, l'État autorise ces derniers à partir. Corrélativement, le régime tente de réformer et renforcer le rôle du Parti Communiste Cubain (PCC) après la légère ouverture de 1991. Entre 1992 et 1997, le nombre d'adhésion au PCC passe de 27 000 personnes par an à 46 000 personnes par an ³⁵ tandis que le Comité Central se centralise sur les institutions piliers de la Révolution. Alors qu'en 1991, les membres du PCC et les militaires représentaient

³³ AFP, « Medvedev rencontre Fidel Castro et relance l'alliance avec Cuba », 28 novembre 2008.

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iPvJEakZ1NNm4wXJObN9MKT9mf_A

³⁴ Habel, Janette, *Ruptures à Cuba, le castrisme en crise*, Éd. La Brèche, 1989, Paris, p. 95.

³⁵ Pérez Stable, Marifeli, *La revolución cubana: origenes, desarrollo y legado*, Ed. Colibri, 2008, p. 302.

42 % du Comité Central, ils représentent 58 % de ce même Comité six ans plus tard ³⁶. Parallèlement, l'armée prend le contrôle de nombreuses activités économiques avec un certain succès. Au niveau rhétorique, le caractère socialiste irrémédiable du régime cubain est inscrit dans la constitution en 2002.

À l'opposé de cette unité politique affirmée et la volonté de renforcement du PCC, ces dernières années ont vu l'émergence d'une fracture générationnelle et territoriale de la société cubaine. Il est toujours très difficile en l'absence de statistiques officielles, d'élections libres ou de sondages de prétendre connaître l'état de l'opinion cubaine. Cependant, il est évident que les référents idéologiques sont très différents entre les classes d'âge pour qui la Révolution changea le cours de leur vie, et qui connurent le Cuba relativement prospère des années 70 et 80, et les jeunes générations qui ne connaissent qu'une période de crises et de pénuries. Alors que les premières semblent encore favorables à la Révolution, les jeunes générations semblent s'en détacher ³⁷. Cette fracture, perçue par le cinéma cubain, devient une donnée primordiale pour comprendre les évolutions politiques à l'œuvre. D'autant plus qu'elle semble se doubler d'une accentuation des divisions politiques entre l'est de l'île, favorable au régime, et La Havane, ville largement contestataire, dans laquelle le gouvernement parvient difficilement à maintenir son hégémonie informationnelle. Ce n'est pas un geste anodin si le discours de Raul Castro célébrant les 50 ans de la Révolution n'eut pas lieu à La Havane mais dans l'est du pays. Cependant, bien que cette désaffection soit une menace pour la pérennisation à long terme du régime, elle ne se transforme pas en une contestation sociale organisée. Les opposants, largement infiltrés par les services secrets cubains ou délégitimés par leurs liens avec les États-Unis, restent encore aujourd'hui des secteurs marginaux, mal organisés et inconnus des Cubains.

Le décès de Zapata en est l'un des exemples les plus probants puisque sa mort, relayée dans tous les grands médias internationaux, n'a suscité dans l'île aucune mobilisation de masse. Le mouvement des dames en blanc, qui a tenté d'initier un mouvement de protestation en défilant dans les principales avenues de La Havane, n'a reçu aucun appui de la population.

³⁶ *Idem*, p. 303.

³⁷ Strug, David, «Why Older Cubans Continue to Identify with the Ideals of the Revolution», *Socialism & Democracy*, n° 49, vol n°1, pp.143-157.

Trois raisons principales expliquent cette apparente apathie : la première tient à la présence explicite et visible des agents des ambassades étrangères. Lors de leur marche sur l'avenue du Prado, les agents étrangers et les journalistes étaient en plus grand nombre que les manifestants. A La Havane de nombreuses personnes, heurtées par ce qu'elles considèrent comme une atteinte à la souveraineté de l'île, en voyant défiler les femmes d'opposants ont crié « gusanos »³⁸. Bien loin d'aider tout mouvement indépendant cette surreprésentation étrangère asphyxie toute protestation³⁹. La télévision cubaine en a d'ailleurs profité pour présenter ce mouvement comme un bras armé de la CIA. La deuxième tient en la nécessité pour de nombreux Cubains de ne pas perdre leur emploi ou d'être considérés comme des opposants. Le cordon policier entourant les manifestantes était particulièrement dissuasif. Enfin, l'espace laissé à la critique au sein de la Révolution court-circuite les oppositions radicales au système. L'échec de la mobilisation a permis au pouvoir d'éviter toute interdiction ou incarcération de l'une des protestataires.

Conclusion

La société cubaine désire un changement de cap politique, mais celui-ci n'est paradoxalement pas incarné par l'opposition. La situation de Cuba est complexe. Quel que soit le modèle économique qu'elle adoptera, celui-ci devra se développer dans un climat d'hostilité diplomatique extrême et s'accommoder d'un embargo portant atteinte à la production nationale. Celui-ci aurait coûté à l'île 82 milliards de dollars tandis que les dommages dus aux attentats terroristes, aux destructions, et aux difficultés d'accès au crédit seraient de 54 milliards soit 12 363 dollars par habitant⁴⁰... Au lendemain de la crise économique mondiale et à la veille du VI^e congrès du PCC, l'incertitude règne à La Havane, personne ne sait quelle orientation prendra la Révolution cubaine.

³⁸ Littéralement « Ver de terre », ce terme sert à désigner les opposants ou les émigrés partis aux États-Unis.

³⁹ Des sommes d'argent et une aide technique considérables sont offertes par les États-Unis à l'opposition cubaine pour de faibles résultats. À ce sujet voir Egan, Daniel, « Planning the Transition to Capitalism : The Commission for Assistance to a Free Cuba », *Current issue 52*, vol. 24, n° 1.

⁴⁰ Egan, Daniel, « Planning the Transition to Capitalism : The Commission for Assistance to a Free Cuba », *Current issue 52*, vol. 24, n° 1.

Des groupes au sein de l'appareil d'État s'opposent: une aile bureaucratique, partisane de la centralisation des activités et du statu quo, s'oppose à Omar Evernelly ou Armando Nova, membres du Centre d'Études de l'Économie Cubaine (CEEC) qui demandent la décentralisation de l'économie et le développement de formes de propriétés non étatique. D'autres personnalités, à l'image de Pedro Campos, réclament une rénovation du socialisme par la pratique de l'autogestion⁴¹. Cette dernière, très en vogue dans le milieu intellectuel cubain, pose le problème de l'hégémonie politique du pouvoir central: le gouvernement sera-t-il prêt à laisser une plus grande liberté à des structures indépendantes de l'État?

Bibliographie

Livres et articles

- AFP, « Medvedev rencontre Fidel Castro et relance l'alliance avec Cuba », 28 novembre 2008
- Banco Nacional de Cuba, *La economía cubana en el período especial (1990-2000)*, La Habana, 2001
- Barredo Medina, Lázaro, « Él es paternalista, tú eres paternalista, yo soy paternalista... », *Granma*, 10 de octubre 2009
- Calmettes Xavier, « La Révolution « anti paternaliste » sera-t-elle socialiste? », *OPALC*, 27 janvier 2010
- Egan Daniel, « Planning the Transition to Capitalism: The Commission for Assistance to a Free Cuba », *Current issue* 52, vol. 24, n° 1
- Habel Janette, « Cuba. Les défis du nouveau modèle », *Revue Tiers-monde*, n° 173, 2003
- Hauterive Iliana, Rodriguez Cruz, « Francisco, Logró Cuba pequeño crecimiento económico pese a crisis », *Trabajadores*, 20 de diciembre de 2009
- Letrillart, Philippe, *Cuba, l'Église et la Révolution*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2005
- Martorell Jordi, « 50 años después ¿ Hacia dónde va la Revolución cubana? », *América Socialista*, n° 1, Febrero 2009. p.28-29
- Pérez Stable Marifeli, *La revolución cubana: orígenes, desarrollo y legado*, Ed. Colibri, 2008

⁴¹ Martorell, Jordi, « 50 años después ¿ Hacia dónde va la Revolución cubana? », *América Socialista*, n° 1, Febrero 2009, pp. 28-29.

